

JUIN 2022

RÉSUMÉ À L'ATTENTION DES CITOYENS

DES FAITS ET DES PROJETS

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL (FEADER) 2014-2020

PAGE 3 = SOMMAIRE

SOMMAIRE

LE MOT DU PRÉSIDENT DE LA RÉGION

PAGE 5

LE FEADER, 540 M€ POUR UNE AGRICULTURE COMPÉTITIVE

PAGE 6-11

A QUOI ONT SERVI LES FONDS DEPUIS 2014 ?

PAGES 12-14

UN PEU D'HISTOIRE : LES GRANDES ÉTAPES DU PROGRAMME

PAGE XX

ZOOM : LE PARTENARIAT EUROPÉEN POUR L'INNOVATION

PAGE XX

DES PROJETS PRES DE CHEZ VOUS

PAGE XX

PAGE 5 =

VERBATIM PRÉSIDENT :

L'Europe sert si l'on sait s'en servir !

« Depuis 2014, la Région Sud a conduit une action d'envergure au plus près des projets portés par les acteurs locaux. Au total, près de 13 500 projets ont été financés par le FEADER avec le soutien ou l'accompagnement de la Région. Ensemble, défendons une agriculture plus juste, plus verte et plus compétitive ! »

Renaud MUSELIER, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Président délégué de Régions de France

Pages 6 à 11

LE FEADER : 540 millions d'euros pour une agriculture compétitive et durable en Provence-Alpes-Côte d'Azur

(partie 1 – 2 pages)

Le FEADER, c'est quoi ?

L'Union européenne a délégué trois de ses politiques à ses États membres : sa politique de développement de la cohésion entre États, sa politique des affaires maritimes et de la pêche et sa politique de développement rural. Le

développement rural est le second « pilier » de la politique agricole commune ou PAC ⁽¹⁾.

Chacune de ces trois politiques est financée par différents fonds européens ⁽²⁾.

Le FEADER – « Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural » – est le fonds qui finance la politique européenne en faveur du développement rural.

En France, dans le contexte national de décentralisation, la gestion du FEADER est confiée aux Régions. Celles-ci définissent la programmation des actions et assurent le pilotage des programmes. **Chaque Région est donc l'autorité de gestion d'un programme de développement rural financé par le FEADER.** Un cadre national propose des orientations communes aux programmes de développement rural régionaux.

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2014, **la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est responsable de la mise en œuvre du Fonds européen agricole pour le développement rural sur son territoire.**

Quel montant ?

L'enveloppe initiale allouée par la Commission européenne à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur de 2014 à 2020 au titre du FEADER s'élève à 540 millions d'euros.

Que finance-t-il ?

Le FEADER impacte la vie au quotidien des habitants !

Installation des jeunes agriculteurs, mesures agro-environnementales et climatiques, aides en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles, soutien à l'agriculture biologique, protection de la biodiversité, investissements dans les secteurs agroalimentaire et forestier... autant de thématiques soutenues par le FEADER.

L'un des axes du FEADER est consacré aux projets pilotes en zone rurale qui sont innovants et favorisent le développement local : c'est le programme LEADER (« Liaisons Entre Actions de l'Économie Rurale »).

(notes de rappel à placer en bas de la page) =

(1) Le 1^{er} pilier, consacré aux aides directes aux agriculteurs, est financé par le fonds « FEAGA ».

(2) On parle de « fonds européens structurels et d'investissement »

Pour quels objectifs ?

Le FEADER se concentre sur trois objectifs pour la période 2014-2020 :

- **Une agriculture plus équilibrée aux plans territorial et environnemental,** avec, à la clé, la création de nouveaux emplois et la préservation des emplois existants ;

- **Une agriculture plus respectueuse du climat et plus résiliente** face au changement climatique, avec notamment une gestion plus durable des ressources naturelles ;
- **Une agriculture plus compétitive, innovante et diversifiée.**

Pour combien de temps ?

Le programme de développement rural Provence-Alpes-Côte d'Azur concerne la **période 2014-2020**.

Il a été **prolongé pour une période de transition de 2021 à fin 2022** et doté d'une enveloppe financière supplémentaire de 219 527 796 €.

Un volet « Relance » a été ajoutée à cette période 2021-2023, doté d'un supplément de crédits de 33 582 440 €.

Cette prolongation doit permettre de poursuivre le soutien aux projets de la région avant le démarrage de la prochaine programmation en 2023.

Réglementairement, les fonds de la période 2014-2020 doivent donc être consommés avant 2023.

(partie 2 – 3 pages)

À quoi servent les fonds FEADER ?

- **Compenser les revenus des agriculteurs face aux handicaps naturels de la production ³ : plus de 374 millions d'euros**
- **« Verdir » l'agriculture en favorisant les pratiques agroenvironnementales et la préservation du climat : 86,54 millions d'euros**
- **Lutter contre la prédation : près de 58 millions d'euros**
- **Développer l'agriculture biologique : plus de 34 millions d'euros**
- **Favoriser le développement local : 34,21 millions d'euros (LEADER)**
- **Encourager les jeunes agriculteurs : 28,33 millions d'euros**
- **Investir dans l'irrigation : 25,57 millions d'euros**
- **Moderniser les exploitations (équipements, rénovation, performance énergétique) : 25,45 millions d'euros**
- **Autres mesures pour développer/protéger l'emploi, le pastoralisme, la forêt, la compétitivité, la transformation et la commercialisation, le développement rural, les sites Natura 2000 : 68,19 millions d'euros**

Les montants ont été arrondis. Période concernée : 2014-2022.

³ Il s'agit de l'ICHN ou « indemnité compensatoire de handicaps naturels », versées aux agriculteurs installés dans des territoires où les conditions de productions sont plus difficiles qu'ailleurs, du fait de contraintes naturelles ou spécifiques.

⁴ Nombre de bénéficiaires à fin 2021

+ photo paysage rural sur la page en vis-à-vis avec légende :

Déployé sur tout le massif des Alpes du Sud et les espaces ruraux du territoire, le programme de développement rural 2014-2020 a permis de maintenir la compétitivité de l'agriculture en développant la capacité de production et de l'emploi, tout en maintenant le lien entre l'agriculture et le patrimoine naturel et environnemental.

Troisième page :

- un papier court
- + un camembert sur la relance avec son texte de commentaire)

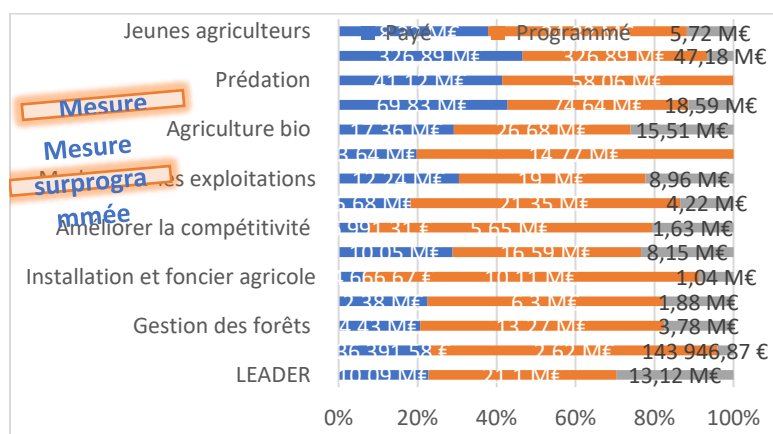
Où en est-on ?

Le taux moyen de programmation des crédits disponibles du FEADER est de 83,54 % depuis 2014. C'est une moyenne car il varie, selon les mesures d'intervention, de 62 % à plus de 131 % !

En tête, la préservation des sites Natura 2000 (131,05 %), la lutte contre la prédation (100,16 %), le développement rural (94,8 %), l'installation et le foncier agricole (près de 91 %), la compensation des handicaps naturels (87,4 %), l'irrigation (83,5 %, l'aide aux jeunes agriculteurs (81 %) et les pratiques agroenvironnementales (plus de 80 %).

Suivent l'amélioration de la compétitivité et la forêt (respectivement près de 78 %), le pastoralisme (77 %), la modernisation des exploitations (68 %), la transformation et la commercialisation (un peu plus de 67 %), l'agriculture bio (63,23 %), enfin les projets LEADER (61,66 %).

(ce petit papier remplace le gros histogramme horizontal de l'an dernier reproduit ci-dessous pour memo)



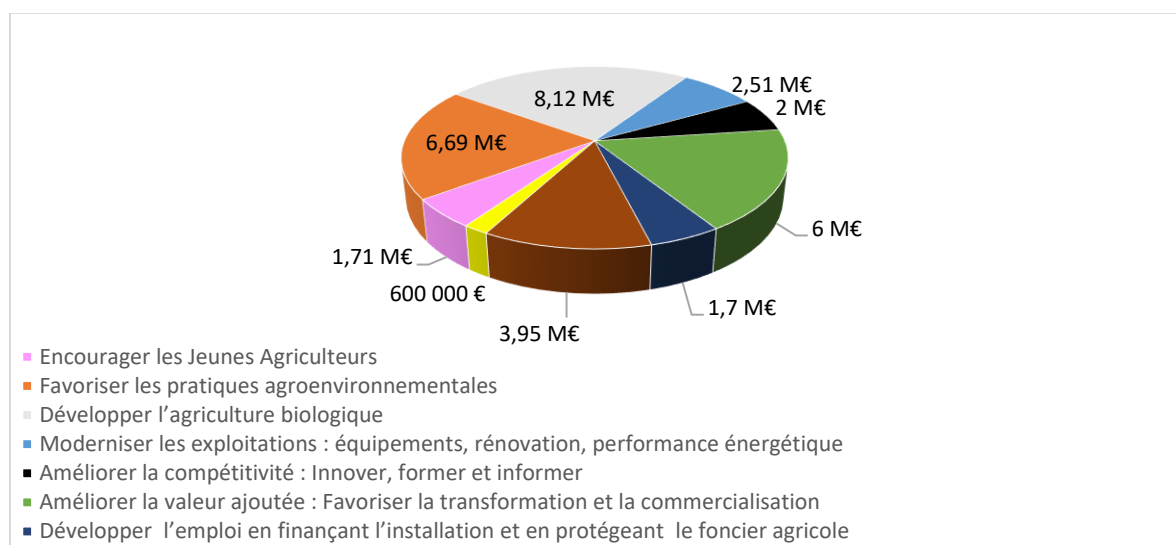
2014-2021 : combien de bénéficiaires ?

- **XX** agriculteurs bénéficiaires (données ODR en attente) de compensations des revenus face aux handicaps naturels de la production (soit 326 millions d'euros) :
- **22 111 bénéficiaires de mesures agroenvironnementales et climatiques**
- **11 798 autres aides attribuées** (soit plus de 113 millions d'euros, hors Bio) dont :
 - **1 213 pour les jeunes agriculteurs** (dotations et prêts)
 - **1 169 pour la modernisation des exploitations** (équipements, rénovation, performance énergétique)

(suite de la 3e page de la partie 2)

Post-Covid : plus de 33,58 millions d'euros pour la relance des activités sur le territoire régional

Le montant total de FEADER alloué à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du plan de relance européen est de 33,582 millions d'euros (« FEADER-RELANCE »).



Les principaux postes

- Près de la moitié de ces crédits « relance » ont été réservés à l'agriculture biologique (8,12 M€) et aux pratiques agroenvironnementales (6,69 M€) ;
- 6 M€ permettent de soutenir la transformation et la commercialisation des produits agricoles ;
- Près de 4 M€ sont destinés au pastoralisme ;
- Plus de 4,5 M€ sont alloués à la modernisation des exploitations et la compétitivité (projets innovants, formation, information).

Un peu d'histoire : les grandes étapes du programme

- **2014 : la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur devient autorité de gestion du FEADER au 1^{er} janvier.**
- **2015 : le programme de développement rural de Provence-Alpes-Côte d'Azur se construit progressivement.**

Après son lancement le 25 janvier, le tout premier appel à projets voit le jour le 16 avril. Le 14 août, le programme est officiellement adopté après sa validation par la Commission européenne. Entre-temps naît le programme LEADER (2 juillet), qui prévoit de financer des projets de développement local sur 13 territoires, animés par autant de « groupes d'actions locales » (GAL).

- **De 2017 à 2019 : trois versions révisées sont successivement adoptées pour améliorer l'efficacité du programme de développement rural**
- **En 2020, plusieurs temps forts ponctuent cette année-charnière :**
 - **Une concertation partenariale pour la future programmation de la PAC 2020 est lancée le 31 janvier** (un 2nd comité partenarial se tient le 8 décembre) ;
 - **Face à la crise sanitaire du Covid-19, des mesures de simplification sont mises en œuvre** (mars-mai) **et un nouvel instrument financier de relance est mis en place pour soutenir la reprise** (règlement du Conseil européen du 14 décembre)
 - **Le programme 2014-2020 est prolongé de deux années** (publication du règlement de transition le 3 décembre).
- **En 2021, révision, concertation et relance sont au programme de l'année :**
 - **Le Réseau Rural Provence-Alpes-Côte d'Azur** organise un forum sur « Le soutien aux territoires ruraux dans la programmation des fonds européens 2021-2027 » (21 janvier) et **prépare la programmation LEADER 2023-2027** (travaux préparatoires et concertation partenariale) ainsi que le futur appel à manifestation d'Intérêt pour la **sélection des nouveaux Groupes d'action Locale.**
 - **Les travaux de révision du programme FEADER sont lancés en février 2021.** Double objectif : assurer la continuité des paiements aux bénéficiaires (en prolongeant et en amendant les règles du cadre 2014-2020 de la PAC) et d'autre part soutenir la reprise suite à la crise liée à la pandémie de Covid-19 et ses répercussions dans le secteur agricole et les zones rurales

- **La Commission européenne adopte le Programme de Développement Rural de transition pour les années 2021 et 2022** et la dotation complémentaire ainsi que l'instrument de l'Union européenne pour la relance (12 mai)
- **La concertation partenariale pour la future PAC 2023-2027 se poursuit** (3^e Comité des partenaires du 15 octobre pour la présentation et la validation des arbitrages budgétaires proposés).



Supprimer l'infographie « pancarte » + la frise chronologique ci-dessus, remplacés par les textes ci-dessus

5e partie – 2 pages avec 1 article « Zoom » + un mini-encadré à gauche et 1 visuel photo générique à droite =

ZOOM

AGIR ENSEMBLE POUR UNE AGRICULTURE DURABLE ET PLUS INNOVANTE

« PEI AGRI » est une initiative européenne qui vise à créer des partenariats entre acteurs du monde agricole, scientifique, de l'entreprise, des collectivités et des associations afin de produire des solutions innovantes pour répondre à des problématiques agricoles. Face à son succès, le PEI est reconduit pour la prochaine programmation.

Concrètement, c'est quoi ?

Le PEI répertorie et partage les travaux des acteurs de projets aux quatre coins de l'Europe ! Il contribue ainsi au développement de l'innovation et à sa diffusion à échelle européenne, en facilitant les échanges de connaissances entre les différents acteurs : agriculteurs, forestiers, chercheurs, PME, associations, collectivités.... L'accent est porté sur les connaissances issues de la pratique.

Comment est-il soutenu ?

Mis en œuvre depuis la programmation 2014-2020 des fonds européens, le PEI est soutenu par deux politiques européennes : la Politique Agricole Commune (PAC) et la politique européenne de recherche.

La PAC soutient le PEI via le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER), qui est géré en France par les Régions. Celles-ci lancent des appels à propositions destinés à soutenir les projets collectifs de groupes d'acteurs, ou « **groupes opérationnels** ». Ces projets peuvent être régionaux ou transrégionaux.

La politique européenne de recherche soutient pour sa part le PEI via le fonds Horizon 2020. Géré directement par la Commission européenne, celui-ci soutient des **projets de recherche multi-acteurs européens** (portés par des acteurs de plusieurs Etats membres).

Les projets du PEI, qu'ils soient régionaux ou européens, s'engagent à partager leurs résultats sur une **plateforme commune**.

Pour faciliter le transfert de l'innovation, le PEI soutient par ailleurs plusieurs réseaux : le réseau européen du PEI ; le réseau rural national (en France, le Réseau Rural Français) et des animations régionales.

Quels projets ?

Le PEI fonctionne par appels à propositions. Il permet de soutenir la mise en place des groupes opérationnels ainsi que leurs projets. Ces projets, transdisciplinaires, ont pour objectif de produire des solutions innovantes face aux transitions de l'agriculture.

D'intérêt local ou régional, ils doivent viser à expérimenter et utiliser des pratiques, des procédés, des produits, des services ou des technologies innovants sur les thèmes suivants :

- **Adaptation de l'agriculture et des territoires agricoles au changement climatique ;**
- **Transition écologique des filières agricoles ;**

Les opportunités de développement des marchés liés à **l'alimentation méditerranéenne** et à ses intérêts nutritionnels sont également encouragées, de même que les **projets collectifs portant sur l'ensemble de la chaîne alimentaire**, de la production jusqu'au consommateur final.

Quels bénéficiaires ?

Le bénéficiaire de l'aide est le chef de file du projet, assurant l'animation du groupe opérationnel. Il est l'interlocuteur privilégié des financeurs pour les aspects administratifs. Une convention doit être établie entre les différents partenaires impliqués dans le groupe, qui peuvent être les suivants :

- Organismes de recherche publique, instituts et centres techniques, stations d'expérimentation
- Agriculteurs (exploitations agricoles et groupement d'agriculteurs), organismes de développement agricole et de conseil
- Industries agroalimentaires
- Société civile et organismes de formation (établissements d'enseignement, organismes de formation, associations de consommateurs, etc.).

Les deux derniers appels à propositions de la programmation 2014-2020 ont été lancés lors d'une phase dite de « transition » des programmes FEADER (2021-2022). Au vu du succès du PEI à l'échelle européenne, l'initiative sera poursuivie dans le cadre de la prochaine programmation.

En savoir plus sur le réseau européen du PEI : <https://ec.europa.eu/eip/agriculture/>

+ encadré :

- 16 groupes opérationnels en Provence-Alpes-Côte d'Azur

- 310 projets de groupes opérationnels de GO sélectionnés par les Régions en France

Données au 1^{er} avril 2022

Consulter les résultats des projets des groupes opérationnels en France : www.reseaurural.fr (onglet PEI puis rubrique Groupes opérationnels)

PEI

Le Partenariat
Européen
pour l'Innovation



+ photo illustrant le Zoom sur la page en vis-à-vis : à voir, thème « humain », visages...
Eventuellement, reprendre la photo page 53 du bilan 14-20 « Des projets près de chez vous » avec
comme légende =

L'innovation est indispensable face aux défis sanitaires, économiques et climatiques pour une agriculture durable, compétitive et de qualité. C'est l'une des priorités du plan Climat régional de la Région « Gardons une COP d'avance », voté en 2017 et renouvelé en avril 2021.



*L'agriculture
et l'alimentation
durables sont des priorités
du Plan Climat régional,
en relation avec la stratégie
européenne*

(6^e partie – 7 pages =

- une double page d'ouverture avec titre de la partie + un beau visuel photo et un chapeau d'intro générale

- 5 pages de projets avec leur photo respective - soit 1 page par projet

Des projets près de chez vous

1^{re} page = 1 chapeau général + visuel sur une pleine page

Pratiques agricoles à la loupe, des équipements pour faire boire les troupeaux, success story d'un artisan meunier provençal... petite sélection des projets emblématiques de l'impact du FEADER sur les territoires ruraux.

2^e page : Projet Moulin Pichard =

Moulin Pichard met en place une filière bio et responsable

Chez Moulin Pichard, on est meunier de père en fils depuis sept générations. Installée à Malijai dans les Alpes de Haute-Provence, l'entreprise revendique qualité et savoir-faire ancestral par-dessus tout. « *Les céréales qui entrent au moulin sont exclusivement issues de l'agriculture biologique. Elles n'ont reçu aucun traitement pesticide ou insecticide* », explique l'artisan meunier. Lauréat il y a trois ans du Trophée RSE-PACA pour la qualité de la gestion sociale et environnementale de son entreprise, Stéphane Pichard ne s'est pas arrêté là.

Avec l'aide de la Région et de l'Europe, il a monté un projet d'investissement visant à développer une filière bio, solidaire et responsable. La mise en place d'une zone de stockage à température dirigée et l'acquisition d'une machine de conditionnement lui permettent désormais de garder au frais et sur site les matières premières et les produits finis, de fluidifier le travail et de réduire l'impact carbone du Moulin. Il travaille avec des variétés de pays, conditionnées en sachets de papier recyclable, de 1 et 5 kg. Adieu plastiques ! L'investissement a aussi permis d'augmenter les approvisionnements du Moulin Pichard sur les matières premières IGP, PAC et les variétés paysannes afin de proposer un circuit plus court aux consommateurs, en garantissant une traçabilité tout en valorisant les producteurs céréaliers régionaux. Travaillant en totale collaboration avec ces partenaires locaux, Moulin Pichard construit son réseau, avec des acteurs locaux tels le Parc naturel régional du Luberon, les distributeurs bio comme Sartoriz. Objectif : accroître sa compétitivité et proposer une vitrine forte et stratégique pour le développement de la filière bio de farines qualitatives.

Coût total : 308 856 €

Union européenne-FEADER : 65 477 €

Région Sud : 58 065 €

Bénéficiaire : Mouchin Pichard, Malijai (04350)

+ photos (cf. répertoire sur O :, de préférence photo ci-dessous)



Lauvet d'Illonse : sécuriser l'abreuvement du troupeau du pâturage

L'eau est une ressource précieuse. Les éleveurs le savent bien quand il s'agit de donner à boire aux bêtes. A Lauvet d'Illonse, l'alpage est pâturé pendant 5 mois par le troupeau ovin d'un éleveur de la commune. Pendant la période estivale, cet éleveur prend en pension des animaux d'autres propriétaires. Gare aux années sèches : la source voit alors baisser son débit, risque de tarir et d'entraîner une situation catastrophique pour le troupeau. Il fallait réaliser un système d'abreuvement qui puisse assurer une alimentation en eau correcte du troupeau. C'est ainsi que la commune a entrepris, accompagnée par la Région et l'Europe, de mettre en place une citerne souple. D'une capacité de 220 m³, elle stocke l'eau de la source en période printanière, quand son débit est important, pour disposer d'eau à l'été. Un deuxième point d'abreuvement sur un autre secteur du pâturage a été créé, grâce à un bassin impluvium, permettant, lui, de stocker l'eau de fonte des neiges et des pluies et alimentant de nouveaux abreuvoirs.

La ressource en eau a donc été sécurisée, le troupeau pouvant s'abreuver même lors des années sèches. La quantité disponible est désormais suffisante pour optimiser la ressource fourragère du pâturage. La gestion pastorale s'en est trouvée améliorée : la présence de deux points d'eau bien répartis sur le territoire a pu rééquilibrer les circuits de pâturage.

Coût total : 53 795 €

Union européenne-FEADER : 16 161 €

Région Sud : 14 331 €

Bénéficiaire : commune du Lauvet d'Illonse (06420)

Lieu : Pâturage du Lauvet d'Illonse

+ encadré =

Le saviez-vous ?

Le FEADER propose des subventions à des projets qui disposent par ailleurs d'un cofinancement public provenant de l'Etat, d'une collectivité ou d'organismes publics. Le taux de participation minimal du FEADER est fixé à 20 %, le taux maximal dépend lui de la catégorie de la région : pour les collectivités les plus développées, il ne dépasse pas 53 %. Dans les régions moins développées, il peut aller jusqu'à 85 %.





4^e page : projet FLEUR

Une jolie « FLEUR » qui répond aux enjeux apicoles et arboricoles régionaux

La polémique ne date pas d'hier. L'intoxication des abeilles due aux pesticides utilisés sur les vergers en fleurs est un sujet de crispation fort entre les arboriculteurs et les apiculteurs. Pourtant, leur bonne entente est essentielle : les cultures apportent une ressource alimentaire aux abeilles, qui, en retour, participent à la transformation des fleurs en graines ou en fruits. Le projet FLEUR* vise à améliorer la situation.

Le service rendu par les abeilles à la production arboricole grâce à la pollinisation a été constaté il y a longtemps. Au début du 20^e siècle, les arboriculteurs français sont nombreux à installer des ruches dans leurs vergers. L'usage des insecticides vient progressivement altérer cet échange de bons procédés. Aujourd'hui, une défiance mutuelle s'est installée, les apiculteurs craignant de voir leurs colonies intoxiquées et les arboriculteurs délaissant ce « service de pollinisation » par crainte des conflits.

Mieux comprendre le rôle des abeilles dans les vergers et assurer leur protection est l'objectif du projet FLEUR, projet de recherche technico-scientifique conduit par l'ITSAP (Institut de l'abeille) et associant l'INRAE Abeilles & Environnement, l'ADAPI, le GR, le CETA Basse Durance et la Station Expérimentale La Pugère.

Il rassemble donc arboriculteurs, apiculteurs et acteurs de recherche et développement des structures techniques de conseil et d'expérimentation pour tester, de manière concertée, des pratiques innovantes afin de mieux protéger les abeilles pendant la période de floraison et de pollinisation des vergers. Il mesure l'influence des pratiques agricoles sur la santé des colonies d'abeilles domestiques. Des actions innovantes sont testées et leur caractère opérationnel évalué, afin de construire un cahier des charges des bonnes pratiques.

Le projet FLEUR doit ainsi proposer des solutions permettant de mieux concilier les enjeux de la production arboricole, du service de pollinisation des abeilles (abricotiers, pommiers et poiriers) et de production apicole.

**FLEUR : « Favoriser l'Emergence d'Usages pour Répondre aux enjeux apicoles et arboricoles régionaux »*

Coût total : 502 502,43 €

Union européenne-FEADER (PEI) : 321 601 €

Région Sud : 80 400 €

Bénéficiaire : ITSAP – Institut de l'abeille

Lieu : Zone arboricole de la Vallée de la Basse Durance (13)

En savoir plus : itsap.asso.fr



5^e page - Projet CARP

Valoriser le foncier agricole en moyen et haut pays de la Riviera pour les filières oléicole et castanéicole

Des montagnes du Mercantour à la mer Méditerranée, la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française (CARF) compte 15 communes. Le patrimoine agricole de ce territoire s'est diversifié au fil des siècles : culture des agrumes au niveau du pays côtier, des oliviers dans le moyen pays et des châtaigniers dans le haut pays. Ces cultures ont contribué à façonner les paysages, des collines de Menton jusqu'aux hauteurs de Saorge.

Après une étude sur la filière agrume en 2018, la CARF a souhaité travailler sur les filières oléicole et castanéicole. Malgré un déclin de la culture de l'olivier et du châtaignier depuis plusieurs années, de

nombreuses initiatives demeurent. L'AOP Olive de Nice et Huile d'Olive de Nice ou encore les projets de développement de la valorisation de la châtaigne en sont des exemples.

Le projet mené par la CARF a consisté à dresser un état des lieux de ces deux filières emblématiques et d'en estimer le potentiel sur son territoire. L'objectif était également de mobiliser les outils susceptibles de dynamiser le marché foncier, tout en garantissant l'utilisation agricole des parcelles ainsi libérées. Des travaux de remise en état ont été réalisés sur des parcelles déjà identifiées en amont de ce projet. Les parcelles recensées appartiennent ou sont gérées par les communes de Menton, Castillon, Sospel, Tende et la CARF.

La réalisation de ce projet vise ainsi à préserver ce patrimoine agricole, à dynamiser l'économie du secteur en favorisant l'installation de nouveaux exploitants et en augmentant la production. Une meilleure attractivité touristique du territoire est également attendue grâce à la valorisation de ces cultures emblématiques.

Coût total : 244 299 €

Union européenne-FEADER : 172 401 €

Région Sud : 43 100 €

Bénéficiaire : CARF – Communauté d'agglomération de la Riviera Française (06)



VEGET'ALPES : booster la filière des plantes aromatiques et médicinales

Veget'Alpes est un projet de coopération du programme LEADER financé par le fonds FEADER. Il a pour but de favoriser le développement des plantes à parfum aromatiques et médicinales (PPAM) sur les Hautes-Alpes, qui possède de forts atouts : 1^{er} département Bio de France ⁽⁵⁾, son climat est à la fois méditerranéen et alpin, il est doté d'un réseau d'irrigation et se trouve à proximité de hauts-lieux de culture des PPAM (Drôme, Alpes de Haute-Provence et Vaucluse).

Les objectifs de Veget'Alpes sont de créer de la richesse avec des produits à haute valeur ajoutée, de booster la croissance des producteurs actuels de la filière tout en augmentant la notoriété du territoire concerné. Les enjeux économiques sont importants (9 millions d'euros de chiffre d'affaires et 150 emplois). Ils sont également en lien avec le dérèglement climatique, la diversification des activités des agriculteurs vers les PPAM apparaissant comme une réponse intéressante.

Veget'Alpes, qui doit s'achever fin 2022, est porté par les quatre groupes d'action locale LEADER des Hautes-Alpes (cf. ci-dessous) et associe quatre partenaires complémentaires.

L'Agence de Développement des Hautes-Alpes coordonne le projet. Sa mission est aussi de réaliser une enquête sur l'état de la filière, de la promouvoir sur des événements tels que Natexpo (salon professionnel international du Bio), de révéler des potentiels de développement et de les accompagner, d'engager des rapprochements avec des acheteurs. Le laboratoire Acanthis, fabricant d'extraits végétaux pour produits cosmétiques et compléments alimentaires, est quant à lui engagé dans l'achat de plantes Bio en circuit court. Il participe à l'expérimentation de mises en cultures pour ses propres besoins tout en transférant ses résultats vers les producteurs agricoles intéressés. Il acquiert également un outil de distillation haut de gamme pour produire des huiles essentielles.

Autre partenaire, Agribio 05. Cet acteur de la formation en pratiques d'agriculture bio organise des formations les exploitants, assure un suivi de culture et produit des fiches technico-économiques pour aider les agriculteurs à se diversifier. Enfin, le Jardin du Lautaret apporte son expertise scientifique dans les domaines de la botanique et de la pharmacognosie, du fait de sa gestion par l'Université Grenoble-Alpes. Un bel exemple de coopération !

Note de bas de page :

⁽⁵⁾ Données 2021, en % de surface agricole utile, source : Agence BIO

Coût total : 499 636 €

Union européenne-FEADER : 243 541 €

Région Sud : 162 361 €

Bénéficiaires : Agence de développement des Hautes-Alpes ; Agribio 05 ; Acanthis Laboratoire ;

Université Grenoble Alpes

Lieu : les 4 GAL qui couvrent les Hautes-Alpes, le Sisteronais et l'Ubaye : Sisteronais-Buëch, Gapençais, Pays Serre-Ponçon Ubaye-Durance, Pays du Grand Briançonnais.



Page 24 = der de couverture

Restons connectés !

www.europe.mareregionsud.fr

Suivez toute l'actualité de l'Europe en Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur

Consultez la carte interactive avec les projets financés près de chez vous et les recueils de fiches projets (libre téléchargement)

+ pictos des Réseaux sociaux

@europedanslesud - Facebook, Twitter, Instagram

Visionnez notre chaîne YouTube : « L'Europe s'engage en Région Sud »